



République Démocratique du Congo

Q3 Deep Dive Report

July to September 2025

Trends and analysis

16 October 2025

Table des matières

Résumé exécutif	2
Retours d'information sur la plateforme ouverte	2
Démographie	4
Genre	
Âge	4
Type de retours d'information	8
Préoccupations	9
Demandes d'assistance	10
Demandes d'information	10
Remerciements	11
Domaines thématiques	12
Gouvernance	13
Santé	14
Environnement	16
Efficacité de l'aide et des services	18
Education	20
Moyens de subsistance et sécurité alimentaire	22
Eau, assainissement et hygiène (EAH)	23
Retours sensibles	25
Aperçu du nombre et des données démographiques	25

Résumé exécutif

Depuis l'intensification du conflit en République démocratique du Congo (RDC) en 2025, plusieurs organisations nationales ont demandé à Loop de les soutenir dans l'écoute à distance des communautés. Parmi elles, [Action for Peace and Liberty](#) (APL), une organisation nationale de la société civile composée majoritairement de bénévoles, a décidé d'utiliser Loop dans ses activités de terrain.

Le personnel et les volontaires d'APL recueillent directement les retours d'information des communautés lors de leurs activités régulières de suivi et d'engagement. Avec le consentement des membres des communautés, ces retours sont soumis via la plateforme Web de Loop, garantissant que seules les informations approuvées pour diffusion soient transmises. Actuellement, ils utilisent les canaux Web et WhatsApp en français, ce qui permet à APL de mettre en lumière les besoins et les préoccupations des communautés auprès d'un public plus large.

Loop ne dispose pas encore de financement confirmé pour la RDC et n'est donc pas en mesure d'ajouter des canaux de signalement plus accessibles (voix) ni d'intégrer d'autres langues (swahili congolais et autres langues locales).

Loop cherche activement à mobiliser des fonds auprès des ONG internationales, des bailleurs institutionnels et des organisations environnementales afin d'élargir ses opérations en RDC. Une organisation nationale hôte solide a été identifiée pour un futur partenariat, et un intérêt continu a été exprimé par le [FONGI](#) (Forum national des ONG internationales, y compris le groupe de travail « Mutualisation ») et par le [CONAFOHD](#), un réseau national d'ONG.

APL continue de diriger cet appui en promouvant activement le service Loop Lite (canaux WhatsApp/Web/français) dans le cadre de son travail plus large en République démocratique du Congo.

Retours d'information sur la plateforme ouverte

De juillet à septembre, Loop a reçu et traité 933 commentaires via le canal Web en provenance de la RDC. 718 ont été publiés sur notre plateforme ouverte, 98 ont été rejetés et 116 ont été marqués comme sensibles.

Localisation

Les retours d'information proviennent de 24 provinces de la République démocratique du Congo, avec 29 contributions supplémentaires ne précisant pas la province d'origine.

Sur un total de 718 retours d'information, la répartition par province montre des zones de concentration marquées. Le plus grand nombre de contributions provient du Nord-Kivu avec 189 retours (26,3 %), suivi de Kinshasa avec 110 (15,3 %), de l'Ituri avec 100 (13,9 %) et du Sud-Kivu avec 74 (10,3 %). Le Maniema compte 36 retours (5 %), la Tshopo 31 (4,3 %) et le Haut-Katanga 28 (3,9 %).

Collectivement, sept régions de l'Est de la RDC concentrent près de 78 % de l'ensemble des retours d'information. À elles seules, le Nord-Kivu, l'Ituri, le Sud-Kivu et le Maniema représentent plus de la moitié des contributions. Les retours provenant de l'Est du pays reflètent les crises sécuritaires persistantes, les déplacements de population et les problèmes fonciers. De nombreux témoignages soulignent des besoins humanitaires urgents, tels que le soutien aux familles déplacées, la sécurisation des villages ou la relance des activités agricoles et économiques. Cette forte concentration de retours illustre également la grande vulnérabilité de ces zones face aux conflits armés et le besoin crucial d'une assistance humanitaire.

Les provinces moyennement représentées sont le Kasai-Oriental (15 retours, 2,1 %), le Kasai (14, 1,9 %), la Lomami (14, 1,9 %), le Kongo-Central (22, 3,1 %), le Kwango (10, 1,4 %), le Tanganyika (13, 1,8 %), le Kasai-Central (8, 1,1 %), l'Équateur (6, 0,8 %), le Haut-Lomami (3, 0,4 %), le Haut-Uele (3, 0,4 %), le Lualaba (3, 0,4 %), le Mai-Ndombe (4, 0,6 %) et le Kwilu (4, 0,6 %). Certaines provinces sont très faiblement représentées, comme le Bas-Uele et le Sankuru (1 chacune, 0,1 %), tandis qu'aucun retour d'information n'a été enregistré en provenance de la Mongala, du Nord-Ubangi, du Sud-Ubangi et de la Tshuapa.

De quoi parlent les habitants du Nord-Kivu ?

La majorité des commentaires proviennent de Walikale (57 commentaires, 30 %) et de Beni (50 commentaires, 26 %), suivis de Goma (29 commentaires, 15 %) et de Masisi (19 commentaires, 10 %). Les habitants du Nord-Kivu sont confrontés aux effets cumulés de l'insécurité, des attaques fréquentes et de la présence de groupes armés, ainsi qu'à des difficultés économiques, des salaires retardés ou non payés, une éducation perturbée et des infrastructures défaillantes. De nombreuses écoles restent fermées ou fonctionnent dans des conditions précaires, tandis que les services essentiels tels que la santé, le transport, les services bancaires et le soutien administratif sont limités ou inaccessibles. Les services de santé sont particulièrement sous pression : les campagnes de vaccination rencontrent des obstacles logistiques liés aux déplacements et à l'insécurité, les établissements médicaux manquent de médicaments et d'équipements essentiels, et de nombreuses familles ne peuvent pas se permettre de se soigner, ce qui augmente leur vulnérabilité aux maladies.

Les populations déplacées vivent dans des conditions particulièrement difficiles. Beaucoup sont hébergées dans des salles de classe surpeuplées, des églises ou sous des bâches de fortune, exposées au froid, à la pluie. Les groupes vulnérables tels que les enfants, les personnes âgées et les femmes enceintes sont particulièrement à risque, souffrant de maladies fréquentes et ayant un accès limité à une nutrition adéquate, à l'assainissement ou aux soins de santé. Les personnes retournées chez elles trouvent souvent leurs habitations détruites ou inhabitables. Les déplacés et les groupes vulnérables demandent une aide urgente, notamment pour un retour sécurisé, de la nourriture, des soins médicaux et un renforcement de la sécurité. Des appels sont lancés aux autorités gouvernementales et aux acteurs humanitaires pour qu'ils interviennent et apportent un soutien régulier afin de permettre aux communautés de se relever des effets combinés du conflit, du déplacement et des difficultés économiques.

Malgré quelques initiatives porteuses d'espoir, de profondes lacunes structurelles persistent dans la prestation des services publics, la protection des populations et la gouvernance locale. Les habitants appellent à un renforcement durable de la sécurité, au paiement régulier des salaires, à la réhabilitation des services essentiels, à un accès stable à l'éducation et à la santé, ainsi qu'à des abris sûrs et dignes pour restaurer la stabilité et réduire la souffrance humaine.

Démographie

Genre

Les femmes et les filles représentent 43 % (307) de tous les auteurs de retours, tandis que les hommes et les garçons ont compté pour 56 % (404). Environ 1 % (7) n'ont pas précisé leur genre.

Âge

Concernant l'âge des auteurs, 58 % (417) des retours ont été enregistrés auprès d'adultes âgés de 30 à 59 ans, suivis de 15 % (105) de jeunes âgés de 18 à 29 ans, et de 2 % (14) de personnes âgées de 60 ans et plus. Seuls 1 % (8) des retours d'information proviennent d'adolescents de moins de 18 ans, ce qui indique une participation limitée des populations plus jeunes. Il est à noter que 24 % (174) des auteurs n'ont pas divulgué leur âge, ce qui suggère que la part réelle des groupes d'âge, en particulier parmi les jeunes et les personnes âgées, pourrait être quelque peu plus élevée.

Les retours d'information des personnes âgées (60+) reflètent à la fois une vulnérabilité accrue et une forte voix communautaire. Beaucoup ont exprimé des préoccupations urgentes concernant les mauvaises conditions de vie et le manque d'assistance, notamment parmi les personnes âgées déplacées. Par exemple, des personnes âgées déplacées à Walikale (Nord-Kivu) et à Uvira (Sud-Kivu) ont décrit des difficultés extrêmes, notamment dormir à l'extérieur, souffrir de maladies sans traitement et la perte de l'aide humanitaire, soulignant des besoins urgents en nourriture, abri et soins médicaux. Les personnes âgées retournées en Ituri ont exprimé leur frustration face au manque de soutien après leur retour dans des communautés dévastées, notant que « le retour devient un piège ».

« Nos familles sont revenues sur leurs terres mais elles manquent de tout. Sans vivres ni soins, le retour devient un piège. Nous lançons un cri du cœur pour que les ONG et le gouvernement reviennent nous aider à reconstruire nos vies. »

Jean-Marie, 60 ans, retourné, Ituri.

« Our families have returned to their land, but they lack everything. Without food or medical care, returning home has become a trap. We are crying out from the bottom of our hearts for NGOs and the government to come back and help us rebuild our lives. »

Jean-Marie, 60, returnee, Ituri.

« Je suis vieille et malade. On m'a portée sur le dos pour fuir. Ici je dors dehors avec mes petits-enfants. Mon dos me fait mal je tousse et je n'ai pas de médicaments. Je supplie qu'on nous aide avec une bâche une natte et quelques médicaments. Nous souffrons trop. »

Kavira, 70 ans, déplacée, Walikale

“I am old and sick. I was carried on someone's back to flee. Here, I sleep outside with my grandchildren. My back hurts, I cough, and I have no medicine. I beg for help with a tarp, a mat, and some medicine. We are suffering too much.”

Kavira, 70, displaced, Walikale.

D'autres auteurs ont utilisé leurs retours d'information pour appeler à des actions concrètes concernant les conflits fonciers non résolus, en particulier à Kabinda (Lomami), où des frontières traditionnelles floues continuent d'alimenter la violence et les pertes humaines. Ils ont également souligné la nécessité de renforcer les efforts de consolidation de la paix à Lubero (Nord-Kivu), en s'attaquant aux causes profondes telles que l'insécurité foncière et la faible présence de l'État. À Bunia (Ituri), des personnes âgées ont mis en avant l'importance du dialogue et d'une indemnisation équitable pour les expulsions liées aux projets de développement, notamment la modernisation de l'aéroport. Par ailleurs, des résidents âgés de Bukavu (Sud-Kivu) ont appelé à des mesures plus fortes de prévention des catastrophes dans les quartiers densément peuplés, à la suite d'incendies répétés.

Les retours d'information des jeunes femmes (14-29 ans) reflètent à la fois les difficultés quotidiennes et une volonté de façonner un avenir meilleur pour elles-mêmes et leurs communautés. Beaucoup ont décrit des difficultés d'accès aux services essentiels de santé et d'éducation. À Masisi (Nord-Kivu) et Kindu (Maniema), elles ont signalé des lacunes en matière de nutrition et de soins maternels, tandis qu'à Kinshasa et Djugu, les retards dans les dépistages du VIH, les vaccinations et le suivi prénatal ont privé de nombreuses personnes d'un accompagnement en temps voulu. Les interruptions scolaires dues au conflit (Masisi, Nord-Kivu), les salaires non versés aux enseignants (Kalehe, Sud-Kivu) et les obstacles rencontrés par les élèves enceintes (Bukavu) ont encore limité leurs perspectives. Les jeunes femmes appellent de manière récurrente à un accès abordable et continu aux soins de santé et à l'éducation, ainsi qu'à la mise en place de politiques permettant aux filles de rester à l'école et de terminer leurs études.

Les moyens de subsistance et l'indépendance économique constituent également des préoccupations majeures. À Kindu (Maniema) et Mambasa (Ituri), des jeunes femmes ont décrit leur dépendance au petit commerce, à l'artisanat et au travail informel pour subvenir aux besoins de leurs familles, souvent confrontées à des coûts élevés et à un accès limité aux marchés. Elles ont demandé des formations professionnelles, des capitaux de démarrage et des mécanismes de tarification équitables pour soutenir les petites entreprises. L'insécurité alimentaire et les chocs tels que les inondations, les incendies et les épidémies de choléra (Kinshasa, Yumbi, Bukavu) ont encore accru leur vulnérabilité, suscitant des appels à une aide humanitaire rapide et à un soutien alimentaire.

Plusieurs jeunes femmes ont également soulevé des questions de droits et de protection, mettant en évidence les inégalités persistantes entre les sexes. À Bukavu (Sud-Kivu), des survivantes de violences basées sur le genre ont exigé une meilleure protection et justice envers les auteurs. À Kisangani (Tshopo), des femmes et des filles ont signalé des inégalités dans les droits fonciers et les successions, les privant d'un accès équitable aux ressources et aux recours juridiques. À Walungu, elles ont souligné les obstacles à l'enregistrement des mariages, et à Kinshasa, elles ont exprimé des préoccupations concernant le manque de sensibilisation aux droits des travailleuses domestiques, pointant des lacunes systémiques dans la protection juridique.

À travers le Sud-Kivu, Kinshasa, Goma et Kwilu, les jeunes femmes ont exprimé leur souhait d'être incluses dans les processus de consolidation de la paix et de prise de décision, insistant sur le fait que la participation des femmes et la responsabilité des autorités sont essentielles pour parvenir à un changement significatif et durable.

«J'ai étudié dur mais j'ai fui avec ma famille. J'ai tout perdu. Je veux seulement qu'on me donne encore une chance de repasser mon examen, même si c'est loin d'ici. Sinon on restera pauvres à vie.»

Nadège, 19 ans, déplacée, Walikale

"I studied hard, but I fled with my family. I lost everything. I just want another chance to retake my exam, even if it's far from here. Otherwise, we'll remain poor for the rest of our lives."

Nadège, 19, displaced, Walikale

«Nous les jeunes filles on a longtemps cru qu'on ne pouvait rien changer que la paix c'est l'affaire des grands. Mais moi je veux prendre la parole témoigner sur ce que vivent les filles de mon quartier dénoncer les injustices. La paix commence par la vérité et par notre engagement même sur les réseaux sociaux.»

Grâce, 21 ans, étudiante, Goma.

"We young girls have long believed that we couldn't change anything, that peace is a matter for adults. But I want to speak out about what girls in my neighborhood are going through and denounce injustices. Peace begins with truth and with our commitment, even on social media."

Grâce, 21, student, Goma.

« J'ai hérité d'un terrain après la mort de mon père, mais ma belle-famille a essayé de me le confisquer. J'ai dû faire appel à une association de femmes juristes pour récupérer mon droit. C'est un vrai parcours du combattant.»

Aline, 29 ans, Kinshasa

"I inherited some land after my father died, but my in-laws tried to take it away from me. I had to call on a women's legal association to get my rights back. It's been a real struggle."

Aline, 29, Kinshasa

« Depuis hier je n'ai rien mangé. On dit que les ONG vont réduire l'aide. Mais moi je suis seule. Si on me retire ce petit paquet de riz qu'on recevait, qui pensera encore à moi ? »

Esther, 19 ans, déplacée, Beni

"I haven't eaten anything since yesterday. They say that NGOs are going to reduce aid. But I'm alone. If they take away the small packet of rice we used to receive, who will still think of me?"

Esther, 19, displaced, Beni

Les jeunes hommes âgés de 14 à 29 ans à travers la RDC ont partagé des préoccupations concernant la santé, l'éducation, les moyens de subsistance et l'accès aux services de base. À Masisi, Matadi, Kalehe et Uvira, ils ont souligné le besoin d'un soutien médical durable, en particulier pour les cas urgents, la vaccination et le traitement du choléra, notant que les interventions se terminaient souvent trop rapidement. L'accès à l'éducation était une préoccupation majeure, les jeunes déplacés à Bunia, Walikale et Mweka ayant du mal à poursuivre leur scolarité en raison des conflits, des examens ou des perturbations liées à l'épidémie d'Ebola.

Les jeunes ont également soulevé des questions économiques et d'emploi: les conducteurs de mototaxi, les mineurs et les entrepreneurs à Beni, Kinshasa, Lubumbashi et Kipushi ont appelé à de meilleures opportunités, des salaires équitables et une reconnaissance des talents locaux. L'accès aux services de base tels que l'eau potable, l'électricité et les routes a été fréquemment mentionné, ainsi que les frustrations liées à l'effondrement des infrastructures, aux coûts élevés et aux obstacles bureaucratiques, qui limitent les soins de santé, perturbent l'éducation, réduisent les moyens de subsistance et augmentent les difficultés quotidiennes et la vulnérabilité sociale.

D'autres préoccupations incluent la protection de l'environnement et la gestion adéquate des déchets (Bukavu, Matadi, Sake). De nombreux jeunes ont souligné l'importance des campagnes de sensibilisation, de l'implication locale et de la responsabilité gouvernementale pour garantir un changement durable dans leurs communautés.

«Quand XX s'est installé beaucoup parmi nous ont choisi de faire des études en rapport avec les mines : géologie, mécanique, environnement. Aujourd'hui, on voit des gens venir de Lubumbashi ou même d'ailleurs occuper les postes pour lesquels on est formés. Où est la priorité pour les fils du terroir ? »

Patrick, 27 ans, Kipushi.

"When XX moved in, many of us chose to study subjects related to mining: geology, mechanics, the environment. Today, we see people coming from Lubumbashi or even further afield taking the jobs we trained for. Where is the priority for the sons of the soil?"

Patrick, 27, Kipushi.

« Quand les combats ont commencé près de notre village nous avons fui pour Bunia. J'ai tout perdu même mes cahiers. Je devais passer le TENASOSP pour aller au secondaire mais je n'ai pas pu. Si on ne nous donne pas une deuxième chance je vais perdre toute une année. Moi je veux continuer l'école, pas rester à la maison. » »

Jean-Paul, 15 ans, élève déplacé, Bunia

"When the fighting started near our village, we fled to Bunia. I lost everything, even my notebooks. I had to take the TENASOSP exam to go to secondary school, but I couldn't. If we don't get a second chance, I'll lose a whole year. I want to continue school, not stay at home."

Jean-Paul, 15, displaced student, Bunia

Type de retours d'information

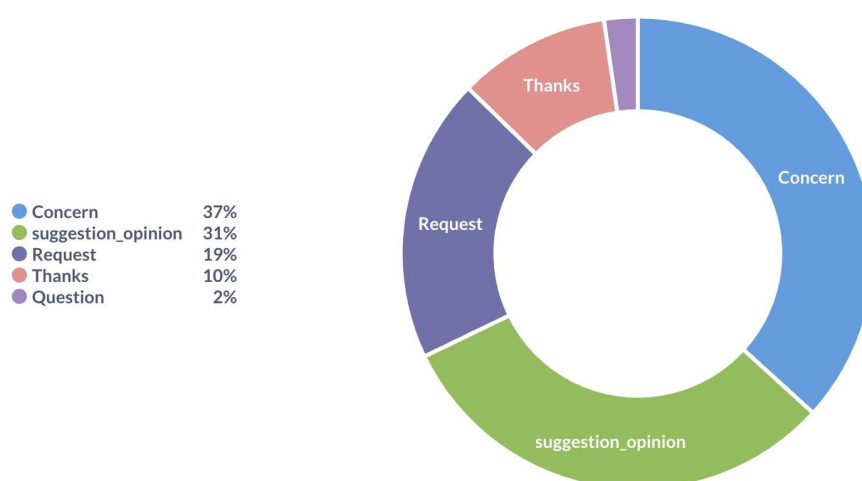
La majorité des retours d'information des communautés (37 %) expriment des préoccupations et de l'insatisfaction. Ces voix reflètent le poids des défis quotidiens : insécurité persistante, accès limité aux services de base et fragilité économique. Une part significative d'opinions et de suggestions (31 %) montre que les populations

proposent également des solutions et cherchent à s'engager dans une résolution collective des problèmes.

Les demandes d'assistance (19 %) mettent en évidence les besoins urgents rencontrés, en particulier dans les zones touchées par les déplacements. Les expressions de remerciement (10 %), bien que moins fréquentes, témoignent de la reconnaissance des efforts déjà entrepris sur le terrain par le gouvernement et les organisations humanitaires. Enfin, les questions et demandes d'information (2 %) indiquent un besoin de transparence et de communication claire entre les communautés, les autorités et les acteurs humanitaires.

Figure 1 : Retours d'information ouverts par type

Open feedback by type of feedback received



Préoccupations

Les préoccupations constituent 37 % du total des retours d'information reçus. L'analyse des préoccupations soumises à travers la RDC révèle un schéma géographique et thématique clair. Le Nord-Kivu représente la plus grande part des préoccupations (27 %), suivi de Kinshasa (16 %), de l'Ituri (14 %), du Sud-Kivu et du Tshopo (6 %), avec un nombre plus faible de retours d'information provenant du Maniema, du Kongo-Central et d'autres provinces. Ces chiffres montrent que les régions touchées par l'insécurité, les déplacements et les perturbations des services génèrent les niveaux de préoccupation les plus élevés.

Des tendances de genre sont notables parmi les auteurs de préoccupations : environ 58 % sont des hommes et 41 % des femmes, avec 1 % ne précisant pas leur genre. Les femmes sont plus susceptibles de soulever des préoccupations liées à la santé, à l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH), à l'éducation, à la protection et à l'hébergement, tandis que les hommes mettent l'accent sur la gouvernance, les moyens de subsistance, les infrastructures et l'efficacité de l'aide.

La majorité des préoccupations sont liées à des enjeux systémiques et de développement, reflétant l'attention des communautés à la gouvernance, à l'éducation et aux structures de subsistance qui influencent leur résilience. La gouvernance apparaît comme la principale préoccupation, représentant 41 % de l'ensemble, et incluant des sous-thèmes tels que la protection sociale, les dépenses publiques, l'état de droit, les droits fonciers, la sécurité et les transports. L'éducation est la deuxième préoccupation la plus rapportée (24 %), liée à la scolarisation formelle, à l'accès et à la sécurité des écoles, ainsi qu'aux infrastructures scolaires. D'autres enjeux fréquemment cités incluent l'énergie et l'environnement (19 %), les moyens de subsistance (19 %) et la santé (18 %), couvrant les vaccins, les épidémies, les centres médicaux et l'accès à l'eau potable, notamment en lien avec le choléra.

Demandes d'assistance

Les demandes d'assistance représentent 19 % du total des retours d'information reçus. Les communautés soumettent des demandes urgentes en réponse à la détérioration des conditions de vie. Le volume le plus élevé de demandes provient du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et de l'Ituri, où les déplacements, l'insécurité et les services perturbés ont créé des besoins humanitaires aigus.

Environ 57 % des demandes proviennent d'hommes et 43 % de femmes. Les demandes d'assistance montrent des différences de genre claires : les femmes se concentrent sur les besoins de survie urgents, notamment le WASH, l'hébergement et la sécurité alimentaire, tandis que les hommes sollicitent principalement un soutien pour restaurer les moyens de subsistance, accéder à l'éducation et répondre aux enjeux énergétiques et environnementaux, soulignant le besoin d'électricité stable, de réparations routières et de préparation aux catastrophes.

Pour les deux genres, les services de santé constituent le principal domaine de préoccupation, représentant 31 % de toutes les demandes d'assistance. Cette tendance souligne la faiblesse du secteur de la santé, en particulier dans les zones touchées par les conflits, où les établissements sont endommagés, sous-dotés en personnel ou inaccessibles en raison de l'insécurité. Les épidémies récurrentes telles qu'Ebola et le choléra entraînent des demandes urgentes pour renforcer les services de santé.

Bien que de nombreuses demandes portent sur des besoins immédiats, les communautés étendent également leurs appels à des priorités de développement à long terme. Celles-ci incluent un soutien ciblé pour remédier aux défaillances des infrastructures telles que les ponts effondrés, les routes impraticables, ainsi que des interventions pour restaurer la sécurité et garantir un accès sûr aux services de base.

Demandes d'information

Les demandes d'information ne représentent que 2 % du total des retours d'information reçus. La majorité des questions et requêtes des communautés portent sur la transparence, la redevabilité et l'accès à l'information concernant les fonds publics, le développement local et les services essentiels.

Des communautés de plusieurs provinces ont soulevé de nombreuses questions sur l'utilisation et la transparence des fonds publics. À Kindu (Maniema), les habitants ont signalé qu'ils paient des taxes quotidiennes alors que les routes restent en mauvais état, et ont demandé aux autorités de montrer les projets financés par leurs contributions. De même, au Haut-Katanga, les communautés, y compris les résidents de Kipushi, ont remis en question les avantages des partenariats miniers et ont spécifiquement demandé de la transparence sur l'intégration des jeunes dans les entreprises minières et la redistribution des bénéfices dans les communautés, soulignant le besoin de politiques claires en matière de développement local.

Dans les zones touchées par les conflits et les déplacements, notamment à Beni, Irumu, Djugu, les ménages cherchent principalement des informations sur l'aide humanitaire, y compris le soutien alimentaire, les kits ménagers et l'hébergement. Les individus ont exprimé leur inquiétude face à la réduction de l'aide et ont demandé des précisions sur la poursuite et le calendrier du soutien.

À Kinshasa, les communautés touchées par les inondations ont principalement demandé des informations pour savoir exactement quand elles pourraient regagner leurs maisons et ont demandé des mises à jour sur les plans de réinstallation et les services de soutien. L'accent était mis sur l'obtention d'informations précises et exploitables plutôt que sur une aide générale.

Remerciements

Dans plusieurs provinces, femmes et hommes ont exprimé leur reconnaissance pour l'amélioration des services de santé et l'accès à l'eau potable. À Bukavu (Sud-Kivu), les habitants ont souligné la disponibilité du soutien en santé mentale via des centres comme SOSAM, qui accompagnent les personnes touchées par des traumatismes. À Masisi (Nord-Kivu), les communautés ont remercié MSF et ses partenaires pour les soins de santé primaires et maternels, tandis qu'à Kasindi (Nord-Kivu), les femmes ont mis en avant les avantages des nouveaux systèmes d'eau potable. De plus, les filles et femmes de Djugu (Ituri) ont apprécié la distribution de kits d'hygiène menstruelle.

Les communautés du Nord-Kivu, du Sud-Kivu, du Maniema et du Kongo-Central ont particulièrement salué la distribution de kits de réponse au choléra, soulignant leur rôle crucial dans la prévention de la propagation de la maladie dans les zones à haut

risque. Ces interventions, combinées à des campagnes de sensibilisation communautaire, ont été perçues comme efficaces pour réduire l'épidémie et renforcer les pratiques d'hygiène. Par ailleurs, à Mweka (Kasaï), les habitants ont apprécié les efforts de préparation et de réponse à Ebola, qui ont renforcé la confiance dans les structures de santé locales et les systèmes d'alerte précoce.

Dans les zones touchées par les conflits telles que Beni, Irumu, Bukavu, Bunia, Djugu (Ituri), les hommes et femmes déplacés ont régulièrement reconnu l'impact de l'aide alimentaire, du soutien nutritionnel et des kits ménagers comprenant matelas, couvertures et autres articles essentiels fournis par les acteurs humanitaires, notamment le PAM et l'UNICEF, les qualifiant de vitaux pour leur survie.

Les habitants de Rutshuru et Goma ont salué les projets d'électrification qui ont permis le développement d'activités commerciales et l'étude à domicile. La réhabilitation des routes et des ponts au Kasaï-Central, au Lomami, à Luputa et à Matadi a facilité le transport des marchandises et amélioré l'accès aux marchés.

Malgré leurs remerciements, la plupart des auteurs de retours d'information à travers les provinces ont exprimé leur inquiétude quant au fait que la majorité des projets restent de courte durée, inégalement répartis ou fragiles. Beaucoup ont demandé que les interventions réussies soient pérennisées et étendues au-delà des grandes villes vers les zones rurales et touchées par les conflits. Les communautés ont insisté sur la nécessité de garantir la continuité du financement, le renforcement des capacités locales et un engagement plus fort du gouvernement pour assurer un soutien durable.

«Je remercie Trocaire et Caritas pour nous avoir donné cette chance. Grâce à cette formation, je peux maintenant ouvrir mon petit salon et, gagner de l'argent pour aider ma famille. Avant, je ne savais pas comment trouver du travail mais aujourd'hui j'ai un métier. Merci à tous ceux qui ont pensé à nous les jeunes de Mambasa. »

Aline, 22 ans, Mambasa (Ituri)

« Depuis que nous avons fui notre village de Jina mes enfants et moi dormions sur des sacs. Cette aide du PPSSP et de l'UNICEF m'a redonné un peu de force. Avec la bâche et les couvertures, au moins mes petits ne dormiront plus à même le sol. Mais j'espère que ce soutien va continuer jusqu'à ce que nous puissions retourner chez nous en paix. »

Salima, déplacée, Djugu (Ituri)

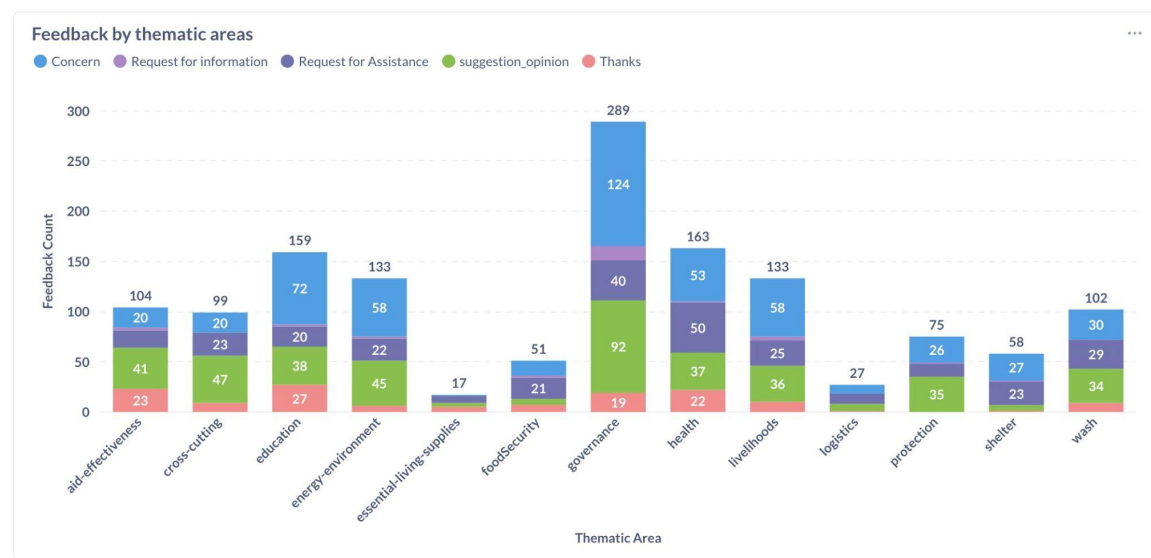
« Nous remercions la clinique mobile et l'ONG Entraide pour cette action salutaire. Les chirurgies réalisées ici ont un impact immense. C'est un modèle de ce que peut accomplir la coopération entre société civile et partenaires internationaux. Mais notre plaidoyer reste le même : que cette mission ne s'arrête pas aux grandes agglomérations. Il faut aller vers les collines les villages là où les gens ne voient jamais un médecin en une année. »

Thomas, Coordinateur d'une ONG locale, Lodja (Sankuru)

Domaines thématiques

Les retours d'information couvrent plusieurs secteurs et reflètent à la fois des besoins humanitaires immédiats et des priorités de développement à plus long terme. Les sections suivantes mettent en lumière les principaux thèmes les plus fréquemment soulevés par les communautés, en soulignant les défis auxquels elles sont confrontées, leurs besoins, ainsi que les initiatives qui ont été positivement accueillies dans les domaines de la gouvernance, de la santé, de l'environnement, du WASH (eau, assainissement et hygiène), des moyens de subsistance et de l'éducation.

Figure 2 : Retours d'information ouverts par domaine thématique – T3 2025¹



¹ The total number above the bars includes all thematic tags plus general feedback types. Therefore, this figure will be slightly higher than the sum of the specific thematic areas shown.

Gouvernance

La gouvernance est apparue comme un thème majeur dans les retours d'information, représentant environ 35 % de toutes les soumissions, dont 61 % émanant d'hommes. Les retours d'information proviennent de 17 provinces, ce qui témoigne d'une préoccupation généralisée, bien que la majorité des réponses proviennent du Nord-Kivu (27 %), de Kinshasa (16 %) et de l'Ituri (14 %), suivis du Sud-Kivu (7 %) et du Tshopo (6 %).

Les habitants soulignent de manière constante une préoccupation fondamentale : la manière dont les décisions sont prises et les ressources gérées. Une transparence faible, une responsabilité limitée et une participation inégale à la prise de décision sont perçues comme des facteurs sous-jacents affectant plusieurs aspects de la vie, notamment la sécurité, la justice et les services publics.

La sécurité est une préoccupation urgente. Dans le Nord-Kivu, le Sud-Kivu et l'Ituri, les communautés signalent des attaques fréquentes, des embuscades, des assassinats et des menaces persistantes de la part de groupes armés et de milices. Les familles déplacées craignent de rentrer chez elles sans garanties de sécurité. Les populations appellent à une meilleure coordination civilo-militaire, à des mesures de protection et à la justice pour les violations des droits humains, y compris des enquêtes sur les massacres en Ituri. Dans les zones urbaines comme Goma, Lubumbashi et Fungurume, les habitants signalent une augmentation des vols, des pillages et de l'insécurité, et demandent une présence policière renforcée et une prévention plus efficace de la criminalité.

Les faiblesses du système judiciaire et légal sont également largement rapportées. Des magistrats à Kinshasa évoquent des salaires retardés et une insécurité professionnelle, tandis que les communautés de Beni et de l'Ituri expriment leur frustration face à la suspension des enquêtes sur des crimes graves. Les citoyens demandent un renforcement de l'application de la loi et un accès rapide à la justice. L'équité économique et les droits du travail sont également mis en avant, avec des travailleurs réclamant l'application des lois sur le salaire minimum et une meilleure protection des travailleuses domestiques.

Ces défis de gouvernance s'étendent aux services publics essentiels. L'approvisionnement en électricité, les réseaux routiers et de transport, ainsi que les télécommunications sont souvent peu fiables ou insuffisants dans tout le pays, affectant la vie quotidienne, les moyens de subsistance, l'éducation et les soins de santé.

Dans plusieurs provinces, notamment le Kwilu, le Kongo-Central, le Kasaï Central, le Kwango et le Haut-Katanga, les citoyens ont signalé un manque d'information sur les ressources publiques et les investissements, ainsi que des inquiétudes quant à l'absence d'améliorations concrètes. Les jeunes, en particulier, insistent sur la nécessité de suivre les budgets, les projets publics et les contributions des entreprises afin que les communautés soient incluses dans les décisions qui affectent leurs territoires et bénéficient des ressources locales.

Santé

Les retours d'information concernant la santé représentent environ 20 % de l'ensemble des retours communautaires, ce qui en fait le deuxième thème le plus discuté après la gouvernance. Les communautés à travers la RDC ont exprimé une profonde inquiétude face aux obstacles persistants à l'accès aux soins médicaux, aux pénuries de médicaments, à la mauvaise qualité des services et à la fonctionnalité limitée des structures de santé. Les retours d'information révèlent comment les crises qui se chevauchent — conflits, déplacements, épidémies récurrentes et difficultés économiques — continuent de compromettre l'accès aux services de santé essentiels.

Des épidémies telles que le choléra, le Mpox et Ebola ont été largement signalées dans le pays. Les flambées de choléra à Lubunga, Fizi, Uvira et Ngandanjika, les cas de Mpox à Kinshasa, Kabeya-Kamuanga et Lomami, ainsi que les alertes Ebola à Mweka et Bulape ont mis en évidence la fragilité du système de santé. Les communautés ont décrit une couverture limitée des zones de santé, avec des villages reculés souvent dépourvus de centres de santé fonctionnels ou de personnel médical. De graves pénuries de médicaments, de vaccins et de matériel de diagnostic ont encore entravé la lutte contre les épidémies. Les populations ont appelé à plusieurs reprises à des campagnes de vaccination, à des fournitures médicales d'urgence, à une meilleure couverture des zones rurales et à un soutien humanitaire renouvelé pour améliorer la surveillance des épidémies, la réponse et l'accès équitable aux soins.

Au-delà de la réponse aux épidémies, les retours d'information des communautés mettent en évidence une fragilité structurelle du système de santé et les conditions extrêmement difficiles auxquelles sont confrontés les agents de santé. Dans des provinces telles que le Nord-Kivu, le Sud-Kivu, le Tshopo, l'Ituri, le Kasaï-Oriental et le Kwilu, les centres de santé sont souvent sous-équipés, manquant de médicaments essentiels, de vaccins, de matériel de diagnostic et d'électricité. Le personnel peine à fournir des soins dans ces conditions et doit compter sur des ressources limitées. Dans les zones touchées par les conflits, il fait également face à des défis supplémentaires tels que des structures endommagées ou pillées, notamment en Ituri et au Nord-Kivu.

Les communautés ont signalé de nombreux obstacles à l'accès aux soins médicaux, notamment des frais élevés pour les traitements et les médicaments, de longues distances jusqu'aux centres de santé, des routes en mauvais état et un manque de moyens de transport, rendant l'accès particulièrement difficile pour les populations rurales. Les femmes ont également souligné des difficultés spécifiques pour accéder aux soins maternels et reproductifs, y compris les consultations prénatales et postnatales.

« Mon fils a été malade pendant une semaine. Ici, on n'avait que du paracétamol. J'ai dû le transporter sur plusieurs kilomètres pour trouver un hôpital. »

Espérance, 37 ans, mère de cinq enfants, Rutshuru (Nord-Kivu)

« Quand il n'y a pas de courant comment conserver les vaccins ? Comment faire un accouchement dans le noir ? Nous dépendons des lampes torches ou du soleil, parfois même du simple hasard. Ce pays a du potentiel mais nos hôpitaux ressemblent à des caves. »

Marie-Louise, 37 ans, infirmière, Lupatapata (Kasaï-Oriental)

« On vit chaque jour avec la peur au ventre. Les problèmes de guerre, de pauvreté et d'incertitude me rendaient fou. Grâce aux séances ici au Centre SOSAM, je commence à reprendre confiance, mais beaucoup de jeunes n'ont pas encore ce courage de consulter. Il faut briser la honte autour de la santé mentale. »

Patrick, 22 ans, Bukavu (Sud-Kivu)

« Le centre de santé est plein, ils disent qu'il n'y a pas de sérum ni de comprimés. J'ai peur que ça empire. On veut que les autorités apportent des médicaments vite. »

Merveille, 19 ans, Walikale (Nord-Kivu)

Environnement

Les retours d'information liés à l'environnement représentent 16 % de l'ensemble des retours d'information.

Dans plusieurs provinces, les inondations restent l'un des chocs les plus fréquemment signalés (32 % des retours liés à l'environnement), avec des communautés décrivant des destructions récurrentes, un mauvais drainage et une préparation insuffisante. À Kinshasa, où la majorité des retours ont été reçus, les habitants ont souligné le lien entre l'urbanisation non régulée, le manque d'entretien des systèmes de drainage et l'aggravation des inondations. Dans des quartiers tels que Mont-Ngafula, Kisenso, Selembao et Limete, les populations rapportent la perte de leurs maisons, de marchés et de voies d'accès à chaque saison des pluies, insistant sur la nécessité de mesures préventives et de planification urbaine plutôt que sur une aide réactive. Au Stade Tata Raphaël, des dizaines de familles déplacées par les inondations d'avril vivent toujours dans des conditions précaires, exprimant leur frustration face à des plans de relocalisation flous, à une assistance alimentaire et médicale insuffisante, et à un sentiment général d'abandon. Dans les provinces du Maniema, de l'Ituri, du Tanganyika et du Nord-Kivu, les retours mettent en évidence l'impact des fortes pluies sur les

infrastructures, l'éducation et les moyens de subsistance, avec des écoles détruites, des routes coupées et une reconstruction locale entravée par l'absence de soutien gouvernemental ou humanitaire.

Environ 18 % des feedbacks environnementaux (24 retours) concernent d'autres risques naturels, principalement les incendies, les tempêtes, l'érosion et la foudre, soulignant comment la dégradation de l'environnement, la faiblesse de la planification urbaine et le manque de préparation amplifient les risques de catastrophe dans les provinces. Les zones les plus affectées incluent le Kwango, le Sud-Kivu, le Lomami, le Nord-Kivu et Kinshasa, où les communautés expriment une forte inquiétude face aux catastrophes récurrentes et à la prévention insuffisante, appelant les autorités et les acteurs humanitaires à renforcer la reforestation, les campagnes de sensibilisation, les mesures de sécurité urbaine et le contrôle des incendies, tout en demandant une assistance urgente aux familles touchées.

Sur les 114 retours reçus, les communautés ont également soulevé des préoccupations liées à la biodiversité (3), au changement climatique (12), à la gestion des ressources naturelles (13) et à la pollution (11), provenant de provinces telles que le Kongo-Central, le Sud-Kivu, Kinshasa, Lubumbashi, Goma, Bukavu, Kisangani, l'Équateur, le Tanganyika, le Maniema, l'Ituri et le Tshopo.

Concernant les ressources naturelles, les populations ont signalé une exploitation non durable des forêts, la surpêche, l'exploitation minière non régulée et l'usage intensif de bois de chauffe et de charbon, en soulignant les impacts sur les moyens de subsistance, la sécurité alimentaire et la santé des écosystèmes. Elles ont appelé à un soutien pour des pratiques durables, à la participation locale, à un renforcement de la réglementation et à l'accès à des sources d'énergie alternatives afin de réduire la pression sur les forêts.

En matière de pollution, les communautés ont mis en évidence la prolifération des déchets plastiques, des systèmes de collecte insuffisants et l'absence de recyclage, menaçant la santé publique, les cours d'eau et les environnements urbains. Elles ont demandé aux autorités de mettre en place une gestion efficace des déchets, des campagnes de sensibilisation et des incitations au recyclage.

« Le Congo se chauffe en détruisant ses propres forêts. On ne peut pas lutter contre le changement climatique en vivant à la braise. Chaque sac de makala qu'on vend ici c'est un arbre de moins dans le parc de Kahuzi-Biega. Il faut des énergies renouvelables accessibles sinon notre forêt disparaîtra. »

Moses, 28 ans, Bukavu (Sud Kivu)

« Notre maison est maintenant au bord du trou. Chaque fois qu'il pleut j'ai peur de perdre mes enfants. L'année dernière on a déjà vu une voisine emportée par les eaux. Depuis que la route est coupée même aller au centre de santé c'est un calvaire. Nous vivons comme si on était oubliés. Que l'État vienne sauver nos vies ! »

Leontine, 42 ans, Kinshasa

« Nous avons perdu notre maison à cause des inondations. L'État nous avait promis une relocalisation mais jusque-là nous n'avons rien reçu de concret. Nous avons dû revenir ici malgré les risques, parce que nous n'avons pas d'autre choix. »

Jean-Marc, 42 ans, Kinshasa

« Nous dépendons de la forêt pour tout : nourriture, bois, médecine. Personne n'a demandé notre avis. S'ils viennent ici forer, ce sera la fin de notre village. »

Boniface, 52 ans, Mbandaka (Équateur)

Efficacité de l'aide et des services

À la fin du troisième trimestre, 85 retours d'information en provenance de la RDC concernaient l'efficacité de l'aide.

La **continuité de la fourniture d'aide** (20 %) reste un enjeu majeur. Les interruptions ou suspensions, qu'il s'agisse de distributions alimentaires, de services médicaux ou de programmes de soutien social, ont des conséquences immédiates et concrètes. Par exemple, la suspension des activités médicales de MSF à Uvira, Kisangani et dans le Sud-Kivu a laissé les populations vulnérables, notamment pour la réponse au choléra et le suivi des traitements en cours. Les auteurs de retours craignent que ces interruptions mettent directement des vies en danger. De même, les retards ou réductions de l'aide alimentaire du PAM ou d'autres prestataires à Beni, Kalemie et Irumu ont suscité de l'anxiété, car les ménages dépendent de cette aide pour leur survie. Même des perturbations administratives, comme la fermeture des bureaux du HCR à Aru, créent de la confusion et fragilisent la confiance, laissant les populations déplacées incertaines sur les lieux où chercher de l'aide. Ces exemples soulignent que l'efficacité de l'aide est étroitement liée à sa continuité : toute interruption réduit significativement la résilience et la confiance des communautés.

L'**accessibilité et l'équité dans la fourniture de l'aide et des services** (20 %) sont régulièrement mentionnées comme des préoccupations majeures dans plusieurs provinces. Les communautés pointent systématiquement la distance et la couverture inégale des services comme principaux obstacles à l'accès à l'assistance et aux services essentiels, laissant les populations rurales touchées par les conflits particulièrement

vulnérables. À Walikale (Nord-Kivu), les habitants de Buleusa, Katrisa, Kilambo, Bukumbirwa, Rusamambu et Bushimba ont décrit de longues marches pour atteindre les points d'eau, soulignant des inégalités par rapport au centre de Walikale, où des projets WASH similaires sont opérationnels. À Kasindi, les femmes ont signalé devoir transporter l'eau sur 4 km et ont demandé l'installation de points d'eau supplémentaires pour garantir un accès équitable à toutes les communautés.

À Masisi, les familles doivent se rendre à Mwesso pour bénéficier de soins médicaux, une distance et un coût que peu peuvent assumer, tandis qu'au Tshopo, les campagnes de vaccination et les cliniques mobiles sont appréciées mais restent largement inaccessibles aux villages reculés. Les retours provenant du Kasai-Oriental, du Sankuru et du Kwilu soulignent que les campagnes de vaccination et les services médicaux se concentrent souvent dans les villes principales, laissant les zones rurales sans couverture.

À Bukavu, les parents et enfants ont salué les programmes de cantine scolaire pour améliorer la fréquentation des élèves, mais ont noté que l'aide atteint rarement les communautés touchées par les conflits ou éloignées. Au-delà de la santé, de l'eau, de l'assainissement et de l'éducation, les communautés de Rutshuru ont accueilli favorablement les initiatives d'électrification menées par le parc national des Virunga, tout en soulignant que de nombreuses localités rurales restent exclues et en appelant à une extension vers les villages, en particulier pour les écoles, les centres de santé et les marchés.

« Nous avons entendu parler du vaccin contre Ebola mais nous craignons que tout le monde n'y ait pas accès. Que le Gouvernement fasse en sorte que les doses arrivent jusqu'aux villages reculés ».

Jean, 42 ans, Bulape (Mweka)

« On dit que le HCR va continuer à nous aider à distance mais nous on vit ici pas à distance. Quand on est malade ou quand on a un problème on ne peut pas attendre que quelqu'un vienne de Bunia ou Faradje. Ce bureau du HCR nous donnait un peu d'espoir. »

Aimé, 19 ans, réfugié sud-soudanais, Aru (Ituri)

La participation et la représentation (18 %) sont des lacunes majeures identifiées par les communautés, en particulier pour les femmes, les jeunes et les acteurs locaux dans les initiatives de consolidation de la paix, la gouvernance et la distribution de l'aide.

À Bukama (Haut-Lomami) ainsi que dans les provinces du Nord-Kivu, de Kinshasa et de Kisangani, les communautés ont souligné que la paix durable nécessite une inclusion véritable des femmes, des jeunes et des leaders locaux. Une participation purement symbolique, sans pouvoir décisionnel, risque de produire des accords fragiles, tandis

que la connaissance des dynamiques de conflit et des besoins communautaires par les femmes est essentielle pour la cohésion et la résilience.

Dans le Maniema, les groupes autochtones, y compris les communautés pygmées, ont signalé se sentir exclus des instances décisionnelles provinciales et locales, mettant en évidence le besoin d'une représentation authentique pour répondre à leurs préoccupations. De même, à Kasindi (Nord-Kivu) et à Kipushi (Haut-Katanga), les jeunes et les autorités locales ont appelé à une implication précoce et continue dans les projets d'eau, d'assainissement et d'économie, afin de garantir transparence, appropriation et responsabilité.

Dans toutes les localités, les retours montrent de manière constante que la participation significative est fondamentale pour une paix durable, une aide équitable et des projets de développement pertinents au niveau local.

«Nous sommes souvent oubliés dans les grandes décisions. Pourtant, nous vivons ici comme tout le monde! Si on nous cooptait à l'assemblée provinciale, on pourrait parler de nos vrais problèmes : l'accès à la terre, à la santé et à l'éducation.»

Kapula, 39 ans, représentant de la communauté pygmée, Kailo (Maniema)

«On a déjà eu des programmes bien financés qui ont formé des comités de paix ou organisé des dialogues sans aller jusqu'à l'appropriation réelle par la population. Souvent, une fois l'argent terminé, tout s'arrête. Si vraiment ils veulent réussir, je propose qu'on renforce l'implication des jeunes et des femmes à tous les niveaux, pas seulement les chefs coutumiers ou les leaders déjà connus. Il faut aussi investir dans le suivi après la fin du projet. Sinon, ça restera un feu de paille de plus.»

Vianney, 52 ans, Butembo (Nord-Kivu)

Education

Les retours d'information concernant l'éducation représentent 19% de l'ensemble des retours communautaires, confirmant qu'il s'agit d'une préoccupation majeure pour les communautés.

Le système éducatif en RDC est fortement fragilisé par des crises multiples et simultanées. Dans les provinces de l'Ituri, du Nord-Kivu, du Sud-Kivu, du Haut-Lomami, du Lomami, du Kasai-Oriental, du Maniema, du Kongo-Central, de l'Équateur, du Kwango et de Mwaka, enfants, parents et enseignants vivent dans une incertitude constante, les écoles fermant ou fonctionnant dans des conditions précaires. Les conflits armés ont contraint de nombreuses familles à fuir, laissant des élèves déplacés, incapables de passer leurs examens ou de poursuivre leur scolarité, comme observé à Ituri, Bunia, Nizi, Mambasa, Bukavu et Lubumbashi.

Les catastrophes naturelles — inondations, incendies et fortes pluies — ont détruit des salles de classe, du matériel pédagogique et des habitations à Bukavu, Kindu, Kalehe,

Mahagi, Mambasa, Mbandaka et Bunia, aggravant les difficultés existantes. Les crises sanitaires, notamment la résurgence d’Ebola à Mweka, ont également interrompu l’éducation, contraignant les enfants à rester à domicile et laissant les enseignants sans directives claires pour poursuivre l’enseignement en toute sécurité.

Ces perturbations ont entraîné des années scolaires perdues, des examens retardés et un stress psychosocial accru pour les élèves, parents et enseignants. Les enfants doivent composer avec des infrastructures endommagées, des manuels scolaires manquants et des classes surchargées, tandis que les enseignants font face à des salaires retardés ou impayés, à une couverture sanitaire insuffisante et à un manque de ressources pédagogiques de base. À Kinshasa, les frais de scolarité élevés et des infrastructures scolaires inadéquates, telles que des toilettes défectueuses et un manque d’eau, constituent également des obstacles majeurs à l’éducation des enfants. Des préoccupations ont aussi été soulevées concernant le système d’examens et la documentation scolaire, avec des bulletins manquants, des résultats retardés et des difficultés à obtenir des documents civils, compromettant la progression et l’inscription des élèves.

Les communautés ont fortement insisté sur la nécessité d’une allocation équitable des ressources, incluant des salles de classe fonctionnelles, du matériel pédagogique, un soutien technologique et le bien-être des enseignants, afin de renforcer le système éducatif et d’assurer la continuité, l’équité et la qualité de l’apprentissage pour tous les enfants.

Des initiatives innovantes ont toutefois été saluées par les communautés, telles que la digitalisation des résultats d’examens et le traitement local de l’Examen d’État à Lubumbashi, Kisangani et Mbuji-Mayi, ainsi que la réouverture progressive et la réhabilitation des écoles dans le Maniema, à Kindu et Mbandaka. À Kinshasa, les enseignants ont exprimé leur appréciation pour les récentes mesures de développement professionnel et les réformes visant à atteindre les standards internationaux. Parents, enseignants et élèves expriment leur gratitude pour ces initiatives, qui apportent espoir et stabilité malgré les défis persistants, tout en renforçant la confiance dans la gouvernance éducative.

« Mes enfants ne vont plus à l’école. Chaque jour, ils me demandent quand la classe reprendra mais je n’ai pas de réponse. Nous vivons dans la peur d’Ebola et en plus ils risquent de perdre leur année. ».

Chantal, 37 ans, mère de trois enfants, Mweka (Kasai)

« Nous avons quitté nos villages pour passer l’examen loin de nos familles. C’est dur. Certains n’ont même pas pu venir. On est stressés, on a peur pour nos parents restés au village. L’école devrait être un lieu de paix, pas de peur. Moi je prie que le conflit s’arrête pour qu’on rentre étudier en sécurité. »

Kasadi, 19 ans, déplacé à Kabinda (Lomami)

« Comment voulez-vous qu'on continue à enseigner avec le ventre vide ? Quatre mois sans salaire: c'est quatre mois à emprunter, à mendier, à mentir à nos enfants. L'État congolais nous a oubliés alors que nous sommes ceux qui forment la future génération. Ce silence c'est une violence. Nous voulons être rétablis dans notre dignité. »

Samuel, instituteur, Kalehe (Sud-Kivu)

Moyens de subsistance et sécurité alimentaire

Les retours d'information relatifs aux moyens de subsistance représentent environ 16 % de l'ensemble des feedbacks, tandis que ceux concernant la sécurité alimentaire représentent environ 6 %, la majorité des préoccupations étant signalée dans les provinces de l'Est.

À travers le pays, hommes et femmes ont décrit de multiples obstacles affectant leurs moyens de subsistance, l'accès aux marchés et la capacité à générer des revenus. Les infrastructures dégradées et la hausse des prix demeurent des contraintes majeures : dans de nombreuses zones, les commerces et les commerçants font face à une électricité peu fiable, des routes endommagées et un manque de transport. Les communautés de Walikale, Haut-Lomami et Lomami ont signalé que des routes impraticables et des ponts effondrés compliquent le transport des marchandises, tandis que les coupures fréquentes d'électricité et le coût élevé de l'électricité à Kamituga, Kwango et dans d'autres villes, combinés à la hausse du prix du carburant, ont forcé certaines petites entreprises à fermer ou à réduire leur activité. Les chauffeurs de moto à Walikale et Butembo peinent à se procurer du carburant. Ces difficultés affectent directement le revenu des ménages et la sécurité alimentaire, particulièrement pour les populations rurales dépendantes du commerce et de la production à petite échelle.

L'agriculture, principale source de subsistance pour de nombreuses familles, est sévèrement affectée par l'insécurité, les déplacements, les chocs climatiques et les maladies animales. Dans l'Ituri, le Nord-Kivu et le Sud-Kivu, les conflits et les maladies animales ont détruit les troupeaux et les champs, obligeant les familles à abandonner leurs terres et les privant de revenus et de nourriture. Dans ces provinces de l'Est, les familles déplacées et d'accueil signalent de graves pénuries alimentaires, une malnutrition croissante chez les enfants et une réduction de l'aide alimentaire. De nombreux ménages ne prennent qu'un repas par jour, tandis que les agriculteurs incapables d'accéder à leurs terres ou aux intrants agricoles peinent à relancer la production. Au Nord-Kivu, les familles d'accueil partagent souvent leur nourriture limitée avec les déplacés, poussant la résilience communautaire à ses limites. Les communautés réclament régulièrement des semences, des soins vétérinaires et un

accompagnement technique pour relancer la production, parallèlement à une aide alimentaire renouvelée pour répondre aux besoins urgents.

Dans les zones urbaines comme rurales, les populations partagent également les difficultés croissantes à trouver un emploi. Les jeunes de Kinshasa et du Haut-Katanga expliquent que malgré la formation professionnelle, ils trouvent rarement un emploi. Beaucoup soulignent également l'impact des salaires retardés ou insuffisants sur leur capacité à subvenir aux besoins du ménage. Les enseignants à Kalehe et Walikale rapportent travailler pendant des mois sans salaire, ce qui affecte directement la capacité des familles à se nourrir et plonge de nombreux ménages davantage dans la pauvreté.

Eau, assainissement et hygiène

Les retours relatifs à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène représentent environ 12 % de l'ensemble des feedbacks, offrant des informations essentielles sur les défis persistants rencontrés par les communautés, notamment en matière d'accès à l'eau potable, de gestion des déchets et de prévention des maladies hydriques comme le choléra.

Un thème majeur concerne la prévalence et l'impact des flambées de choléra, signalées dans plusieurs territoires tels que Kisangani (Lubunga), Masisi (Shasha, Lukweti), Kalehe, Ngandanjika, Bukavu, Kailo, Fizi, Walikale (Buleusa), Uvira, Kindu, Yumbi et Kinshasa. Ces épidémies sont directement liées à un accès insuffisant à l'eau potable, à la dépendance aux rivières ou sources non protégées et aux mauvaises pratiques d'assainissement. Les communautés insistent sur la nécessité urgente d'améliorer l'accès à l'eau potable par la réparation ou l'installation de points d'eau et de systèmes de traitement, de points de chloration, ainsi que par un renforcement de la sensibilisation à l'hygiène. Un soutien médical rapide pour les populations touchées est également jugé essentiel, en particulier sur les sites de déplacés et dans les zones affectées par les conflits, où l'accès restreint à l'eau et les infrastructures endommagées augmentent la vulnérabilité au choléra et le risque de propagation rapide de la maladie.

L'accès à l'eau potable est un autre enjeu majeur, mentionné dans 41 % des retours WASH. Dans de nombreuses zones, les ménages dépendent des rivières, puits non protégés ou points d'eau intermittents, parcourant souvent de longues distances pour collecter de l'eau. Les infrastructures telles que les forages, réseaux de distribution et points d'eau sont fréquemment endommagées, mal entretenues ou insuffisantes pour répondre aux besoins communautaires. Les retours soulignent la nécessité d'étendre les infrastructures, d'assurer un entretien régulier et d'impliquer les communautés dans la gestion et la protection des sources d'eau pour garantir leur durabilité.

La gestion inadéquate des déchets et de l'assainissement constitue un troisième thème critique, représentant environ 21 % des retours WASH. Les communautés signalent

l'accumulation de déchets plastiques et ménagers dans les rues, marchés et canaux, entraînant des canaux obstrués, des inondations et un risque accru de maladies. Bien que certaines initiatives locales visent à recycler le plastique, elles manquent souvent de soutien institutionnel et de financement durable. Les habitants appellent à une collecte régulière des déchets, à la mise à disposition de poubelles accessibles, à un renforcement de l'application des règles d'assainissement et à des campagnes de sensibilisation pour changer les comportements liés à l'élimination des déchets.

« Ici, à Lubunga, les cas de diarrhée deviennent nombreux. Les gens boivent l'eau du fleuve parce qu'il n'y a pas d'autre source. Même pour bouillir il faut du bois qu'on ne trouve pas facilement. »

Faustin, 47 ans, Kisangani (Tshopo)

« La situation de Lukweti est très préoccupante. Sans accès à l'eau potable, les familles boivent l'eau de rivière au risque de choléra et autres épidémies. Nous demandons aux autorités et aux partenaires comme des ONG d'appuyer d'urgence la réhabilitation du réseau d'adduction pour éviter une catastrophe sanitaire. »

Jonas, Lukweti (Nord-Kivu)

« La situation dans notre quartier devient de plus en plus invivable. Depuis près de trois ans nous signalons l'état de cette rivière sans qu'aucune action durable ne soit entreprise. Aujourd'hui c'est une véritable bombe sanitaire. Ce n'est plus seulement une question d'environnement, les enfants tombent malades, les moustiques envahissent les maisons et, à chaque pluie, c'est la panique générale. Nous exigeons un curage immédiat du lit de la rivière jusqu'au pont Kikwit mais aussi l'installation d'un système de gestion des déchets. Il ne faut pas attendre qu'une épidémie se déclare pour intervenir. »

Jean-Paul, Kalamu (Kinshasa)

Retours sensibles

Nombre et profil démographique

Au total, 108 rapports sensibles ont été collectés par APL-RDC lors de ses activités de suivi auprès des communautés dans différentes régions de la République démocratique du Congo et soumis via la plateforme Loop. Ces retours reflètent un large éventail de préoccupations en matière de protection, des niveaux élevés d'insécurité, des violations des droits humains, des lacunes dans la prestation de services et des besoins humanitaires urgents. Certains rapports ont été qualifiés de sensibles car ils contenaient des informations sur des incidents liés à la sécurité, tels

que des assassinats, des attaques armées et des menaces impliquant des acteurs étatiques ou non étatiques.

Genre et âge

Parmi ces 108 rapports, 67 % ont été soumis par des hommes (72) et 33 % par des femmes (36). Trois rapports provenaient d'enfants de moins de 18 ans, 14 de jeunes adultes âgés de 18 à 29 ans, 59 d'adultes de 30 à 59 ans et 3 de personnes âgées de plus de 60 ans. Les autres auteurs n'ont pas précisé leur âge.

Handicap, minorités et vulnérabilité

Quatre retours ont été enregistrés de personnes se déclarant en situation de handicap, dont deux avec déficience visuelle, une avec déficience auditive et une avec handicap physique.

Au moins deux rapports ont été recueillis auprès de membres de la communauté Banyamulenge, une minorité ethnique vivant au Sud-Kivu.

Environ 11 des 108 rapports sensibles (10 %) ont été émis par des personnes déplacées ou des représentants de sites de déplacement, principalement en Ituri (Djugu, Irumu, Loda), au Nord-Kivu (Lubero), au Sud-Kivu et au Haut-Lomami, reflétant l'impact sévère de l'insécurité sur les populations déplacées.

Les femmes représentaient la majorité des retours des déplacés, avec plusieurs messages provenant de leaders communautaires féminins, de mères et de survivantes, soulignant les menaces de violences sexuelles, le manque de protection et les obstacles à l'éducation pour les enfants déplacés. Les hommes, tels que les responsables de sites et chefs de familles déplacées, ont mis en avant l'insécurité, les mauvaises conditions de vie et le besoin urgent d'assistance gouvernementale et humanitaire.

Localisation

Les 108 rapports proviennent de nombreuses provinces de la RDC. La majorité provient du Nord-Kivu (35 %) et de l'Ituri (23 %), reflétant la forte concentration d'insécurité et de préoccupations en matière de protection dans les zones affectées par les conflits. Le Sud-Kivu (13 %) et Kinshasa (9 %) ont également contribué de manière notable, mettant en évidence des enjeux à la fois urbains et liés aux déplacements. Des nombres plus réduits de rapports ont été reçus du Kwango (6 %), du Tshopo (4 %) et du Lualaba (4 %), tandis que le Haut-Lomami, le Mai-Ndombe, le Maniema et le Kasai-Oriental représentaient chacun moins de 2 % des retours.

Type de retours sensibles

Violence basée sur le genre

Au moins huit rapports concernent des violences sexuelles touchant des femmes et des filles dans le Nord-Kivu (Beni, Walikale, Goma, Lubero), l'Ituri (Djugu), le Maniema et le Haut-Lomami. Les survivantes comprennent des adolescentes et des jeunes femmes, et les auteurs sont principalement des acteurs armés opérant dans des zones de conflit. Les retours décrivent de graves conséquences physiques et psychologiques, incluant traumatisme, grossesse et, dans certains cas, décès. L'accès aux soins post-viol (kits PEP, traitements d'urgence, soutien juridique) reste extrêmement limité.

Certains auteurs notent également que la suspension de financements critiques réduit la disponibilité des fournitures médicales d'urgence, mettant davantage en danger les survivantes et affaiblissant la capacité des services de santé locaux à répondre efficacement.

Protection de l'enfance

Plusieurs rapports soulèvent des préoccupations concernant la protection des enfants, incluant des enfants blessés ou tués lors d'attaques, des perturbations scolaires liées aux déplacements et des conditions de vie inadéquates. Des séparations familiales durant les conflits illustrent les risques de protection graves, notamment au Nord-Kivu.

Deux rapports montrent à la fois les risques et les mesures de protection : à Walikale, certains enfants travaillaient encore dans des mines dangereuses, mais la campagne « Zéro enfants dans les mines » a permis à certains de retourner à l'école. À Bunia, des jeunes étaient approchés par des recruteurs armés, générant peur et vulnérabilité ; des sessions de sensibilisation menées par l'armée et la société civile ont contribué à les protéger et à les encourager à poursuivre leur scolarité.

Insécurité et violations des droits humains

La majorité des feedbacks sensibles concernent de graves violations des droits humains dans l'Est du pays, incluant Ituri, Nord-Kivu, Sud-Kivu, Kwango, Haut-Lomami, Mai-Ndombe et Tshopo. Les civils continuent de subir de graves menaces pour leur vie, leur sécurité et leurs moyens de subsistance, avec des attaques, assassinats, enlèvements et destructions de biens signalés dans les zones rurales et urbaines.

Les communautés rapportent des attaques contre des civils, avec des assassinats survenant au domicile, lors des déplacements ou dans le cadre d'activités quotidiennes. Maisons, écoles et structures de santé ont été incendiées, laissant des familles sans abri ni services de base. Femmes, enfants et populations déplacées vivent dans la peur et le traumatisme constant. Les zones urbaines et rurales font état de tirs, assassinats ciblés et attaques perturbant la vie quotidienne, entravant l'accès au travail, à l'éducation et aux services essentiels. Ces cycles de violence répétitifs ont traumatisé les populations, fragilisé la confiance envers les autorités et renforcé un environnement sécuritaire précaire.

Deux rapports signalent des attaques ciblées contre la communauté Banyamulenge à Uvira (Sud-Kivu), incluant pillages, agressions armées et arrestations arbitraires, reflétant des tensions intercommunautaires persistantes et des appels à la protection et à la responsabilité.

Enlèvements, demandes de rançon, pillages et arrestations arbitraires ont également été signalés dans plusieurs retours. Les enlèvements ciblaient femmes, agriculteurs et jeunes, y compris des risques de recrutement forcé par des groupes armés. Les pillages et extorsions comprenaient des braquages sur les routes nationales, le vol de biens dans les véhicules et domiciles, et des postes de contrôle illégaux. Des arrestations et détentions arbitraires ont été rapportées à Goma, Kolwezi et Kinkanda-Safari, suscitant des inquiétudes sur des rafles ciblées, détentions massives et recours juridique limité, avec des impacts psychologiques et économiques importants sur les familles.

Neuf rapports décrivent une insécurité urbaine persistante à Beni, Goma, Bunia, Kwango, Kolwezi, Fungurume et Sake, marquée par des braquages, la violence de bandes de jeunes et la peur d'agressions nocturnes. Les habitants et représentants de la société civile soulignent que la sécurité durable nécessite la prévention et non uniquement la répression, appelant à un renforcement de la présence policière, un meilleur éclairage urbain, un suivi judiciaire et des programmes de soutien aux jeunes pour réduire la violence récurrente.